

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MAI 1909.

Projet de loi relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. MABILLE**

MESSIEURS,

Le Sénat vient d'adopter, à l'unanimité, le projet de loi, voté par la Chambre, relatif à l'acquisition et à la perte de la nationalité. Il y a toutefois apporté quelques modifications sur lesquelles la Commission spéciale, chargée de l'examen du projet amendé, a l'honneur de vous faire rapport.

Les changements introduits par le Sénat ne modifient en rien le régime général du projet de loi. Le plus important d'entre eux est une disposition transitoire, destinée à fixer la situation de personnes dont la nationalité est rendue incertaine sous l'empire de la législation actuelle.

Au point de vue de la forme, il importe de signaler que, certains articles du projet primitif ayant été fractionnés par le Sénat, il a fallu procéder à un nouveau numérotage des articles.

*
* *

L'article premier du texte transmis au Sénat était ainsi conçu : « Sont
» Belges : 1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge,
» soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée
» ou quand le mariage est dissous. »

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 127.

(2) La Commission était composée de MM. MABILLE, *président*, DESTREE, DU BUS DE WARNEFFE, HYMANS, SEGERS, WAUWERMANS.

Ces derniers mots « quand le mariage est dissous » faisaient allusion à l'enfant né, dans les délais légaux, après la mort du mari ou après le divorce prononcé.

La nationalité de cet enfant était clairement indiquée si le père était Belge et la mère étrangère : il est Belge parce qu'il est né d'un père belge au jour de la conception. En effet, aux termes d'une présomption écrite un peu plus loin, c'est à l'époque de la conception qu'il faut prendre égard, plutôt qu'à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

Mais, à l'inverse, on aurait pu avoir quelque hésitation à déterminer la nationalité de l'enfant si le père, décédé, était étranger et si la mère était Belge au jour de la naissance de l'enfant. C'est en vue de cette hypothèse que les mots « quand le mariage est dissous » avaient été introduits dans le texte, pour marquer que, dans ce cas, l'enfant tenait sa nationalité de sa mère, et pour lui attribuer la qualité de Belge que possédait la mère au jour de la naissance.

Mais il a paru au Sénat — et l'on ne peut lui donner tort — que la formule employée était un peu énigmatique. Il a donc jugé préférable de supprimer, à la fin de l'alinéa, les mots « ou quand le mariage est dissous » et d'introduire un texte spécial visant l'hypothèse prévue.

C'est ce qui a été fait par l'adjonction suivante :

« Sont Belges : 1° (*comme ci-dessus*)... : 2° l'enfant né d'un étranger, » après la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge » au moment de la naissance. »

Votre Commission considère ce changement comme une amélioration du texte primitif et vous en propose l'adoption.

*
* *

Elle reconnaît aussi qu'en substituant, dans l'article 2, les termes « cette preuve » au mot « elle », le dernier paragraphe en est rendu plus clair.

*
* *

Dans son article 3, le projet transmis au Sénat s'occupait de la nationalité des enfants mineurs de l'étranger qui a acquis la qualité de Belge, et il décidait que « les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert la nationalité » belge deviennent Belges. Ils peuvent, toutefois, dans l'année qui suit » l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge, en déclarant » qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère ».

Dans le premier rapport que nous eûmes l'honneur de présenter à la Chambre, nous fîmes remarquer que, vu la généralité de ce texte, la qualité de Belge serait acquise aux enfants mineurs nés d'un mariage entre une Belge et un étranger, et dont la mère, devenue veuve, recouvrerait la qualité de Belge par l'effet de la disposition formant l'article 9 du projet.

De même, la nationalité belge appartiendrait aux enfants mineurs d'un étranger dont la femme, étrangère elle aussi et devenue veuve, se remarierait avec un Belge.

Nous ajoutions qu'il avait paru à plusieurs membres de la Commission que c'était pousser un peu loin l'application du principe de l'unité de nationalité de la famille.

Le Sénat n'a pas cru devoir aller jusque là. Il a jugé inadmissible que, dans l'espèce prévue, l'acquisition par la mère de la nationalité belge eût toujours, et nécessairement, pour effet d'enlever aux enfants mineurs la nationalité de leur père. Ce serait, en outre, comme le fit remarquer M. Goblet d'Alviella dans son rapport clair et méthodique, ébranler, sans un motif suffisant, la stabilité du statut personnel.

Le Sénat a donc cru qu'une distinction devait être faite. Il a estimé que, de même qu'à propos de la perte de la qualité de Belge, le projet admet que les enfants mineurs du Belge, qui obtient une nationalité étrangère, ne perdent la qualité de Belge que si leur auteur a acquis *volontairement* la nationalité étrangère, de même aussi, quant à l'acquisition de la qualité de Belge, les enfants mineurs de l'étranger qui a acquis la nationalité belge ne deviennent Belges eux-mêmes que si leur auteur a acquis *volontairement* la qualité de Belge.

Or, on ne peut dire que la femme étrangère qui épouse un Belge acquière volontairement notre nationalité. M. le Ministre de la Justice en faisait la remarque devant le Sénat, « si le mariage est un acte volontaire, » le changement de nationalité qui y est attaché résulte de la loi et non de » la volonté ». Cela sera surtout vrai sous l'empire de notre nouvelle législation qui, nous l'avons dit dans notre précédent rapport, attribue à la femme la nationalité de son mari, non plus à raison de la volonté présumée de la femme, mais pour un motif d'ordre public : l'avantage de voir régner, dans la famille, l'unité de nationalité.

Pour éviter ces inconvénients auxquels donnerait lieu la trop grande généralité du principe adopté par la Chambre, le Sénat a introduit, dans l'article qui le consacre, une première modification ainsi conçue : « Les enfants mineurs de l'étranger qui acquiert *volontairement* la nationalité belge deviennent Belges... »

Mais il a paru à M. le Ministre de la Justice qu'une autre restriction s'imposait.

On comprend que, en vue de maintenir l'unité de nationalité dans la famille, il ait été décidé que désormais les enfants mineurs obtiendront également la nationalité belge acquise volontairement par leur auteur, dans les conditions qui viennent d'être indiquées. Mais pourtant, s'il en est, parmi ces enfants mineurs, qui aient, en se mariant, créé une nouvelle famille, ne serait-il pas abusif, sous prétexte de vouloir l'unité dans une famille, de conférer la nationalité belge aux chefs de ces familles nouvelles, désormais détachées de la famille primitive et dont l'unité doit s'établir par des règles particulières qui les concernent ?

Ce fut l'opinion de M. le Ministre de la Justice, partagée par le Sénat. Il proposa donc de n'accorder le bienfait de l'article en question qu'aux enfants mineurs *non mariés*, et le Sénat vota définitivement l'article dans les termes suivants : « Les enfants mineurs *non mariés* de l'étranger qui acquiert *volontairement* la nationalité belge deviennent Belges ». On ajouta, comme dans le projet de la Chambre : « Ils peuvent, toutefois, dans l'année » qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en » déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère ».

La Commission spéciale propose à la Chambre d'adopter cette double modification apportée à l'article par le Sénat.

*
* *

Comme conséquence de ce changement introduit dans l'article relatif à l'acquisition de la qualité de Belge, l'article devenu l'article 11, qui concerne la perte de la qualité de Belge, devait être modifié dans le même sens. C'est ce que fit le Sénat en disant : « Perdent la qualité de Belge : 1°...; 2°...; 3° Les enfants mineurs *non mariés* d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

*
* *

Le projet de loi voté par la Chambre n'admet plus que l'expatriation sans esprit de retour entraîne nécessairement la perte de la qualité de Belge. Faut-il donc continuer à considérer comme Belges tous ceux qui, fixés à l'étranger, descendent, après plusieurs générations, d'auteurs belges expatriés jadis?

Il avait semblé aux auteurs de la primitive proposition de loi qu'il y avait lieu de fixer une limite, et d'indiquer le moment où l'attache avec la mère patrie serait considérée comme rompue. Et de même que l'enfant, né en Belgique, de parents étrangers dont l'un y est né lui-même sera désormais considéré comme Belge à l'expiration de sa 22^e année, il paraissait rationnel et harmonique de décider que l'enfant né, à l'étranger, d'un Belge qui lui-même y est né, serait réputé avoir perdu la qualité de Belge à l'expiration de sa 22^e année.

Cette solution fut jugée trop rigoureuse. « En réalité, dit M. Goblet » d'Alviella dans son rapport au Sénat, trois situations peuvent se présenter :

» I. *Ou bien l'intéressé, ce descendant d'expatrié, n'a pas acquis la » nationalité étrangère*, et, dans ce cas, il est dangereux de lui enlever sa » qualité de Belge ;

» II. *Ou bien il a acquis volontairement la nationalité étrangère* (par » naturalisation ou option de patrie) et, dans ce cas, il a, du même coup, » en vertu de l'article 8, 1^{er}, perdu sa qualité de Belge ;

» III. *Ou bien il a acquis de plein droit la nationalité étrangère*, et, dans
» ce cas, comme il est fâcheux d'avoir deux nationalités, on doit lui accor-
» der le droit de renoncer à l'une ou à l'autre. Même dans cette hypothèse,
» il semble qu'il n'y ait pas lieu de lui enlever, de plein droit, la nationalité
» belge, mais de lui donner plutôt la faculté d'y renoncer expressément. »

En conséquence, le Sénat, sur la proposition de M. le Ministre de la Jus-
tice, vota un article supplémentaire ainsi conçu : « L'enfant né à l'étranger
» d'un Belge qui lui-même est né à l'étranger peut toujours décliner la natio-
» nalité belge s'il a acquis de plein droit une nationalité étrangère ».

Faute de la déclaration ici prévue, l'intéressé, nonobstant son acquisition
de la nationalité étrangère, restera donc Belge aux yeux de la loi belge;
mais il lui est fourni le moyen de cesser d'être Belge. Le texte étant res-
trictif, une déclaration de ce genre, faite par l'intéressé qui, dans les mêmes
conditions, n'aurait pas acquis la nationalité étrangère, serait inopérante :
vis-à-vis de lui, il reste vrai qu'on ne peut renoncer expressément à sa
nationalité.

Toutefois, on a fait remarquer, au sein de votre Commission, que les
mots « peut toujours décliner la nationalité » employés dans l'article proposé,
manquent de précision.

Qu'est-ce que « décliner la nationalité belge » ? Suffira-t-il que cette
volonté résulte tacitement de certains actes ? Exigera-t-on qu'elle soit
expresse ? Et dans l'un et l'autre cas, comment, le cas échéant, se procurera-
t-on, contre l'intéressé, la preuve qu'il a abdiqué la qualité de Belge ?

Puis, en supposant même que l'on exige sa déclaration expresse, le plus
souvent elle ne sera connue que de lui. Il pourrait, à son gré, s'en servir
ou n'en pas user : et il lui serait ainsi possible, après avoir usé de droits
réservés aux Belges, de produire une déclaration de dénationalisation, anté-
rieurement faite, d'où il résulterait qu'il avait cessé d'être Belge le jour où
il en avait encore exercé les droits. Cette déclaration que lui seul connaît, il
pourrait la produire ou la celer et tenir ainsi entre ses mains le maintien
ou la nullité d'actes requérant la qualité de Belge.

On pourrait voir se produire les plus graves abus. Il eut donc été con-
venable d'exiger, dans l'article, une abdication ayant un certain caractère
officiel et public, en indiquant, par exemple, sa forme et l'endroit où elle
devra être faite. Faute de cette mention dans la disposition votée par l'autre
assemblée, votre Commission juge indispensable qu'un arrêté royal, pris
ultérieurement, détermine les conditions et la forme de l'abdication de
nationalité.

*
* *

Dans le système du projet (art. 9) admis par la Chambre, celui qui a
perdu la qualité de Belge pouvait toujours la recouvrer, *pourvu qu'il résidât*
en Belgique depuis six mois ou bien qu'il y rentrât avec l'autorisation du
Roi. Dans l'un et l'autre cas, il devait déclarer vouloir fixer son domicile

dans le Royaume et s'y fixer effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

Le Sénat jugea que c'était aller trop loin que de dispenser de l'autorisation du Roi, l'ancien Belge qui se trouverait résider en fait en Belgique depuis au moins six mois. Il estima que cette dispense d'une permission royale ne pouvait être accordée qu'à celui *qui n'aurait pas cessé de résider* dans le pays. L'article fut modifié dans ce sens, avec quelques changements de pure forme.

Votre Commission ne voit pas de raisons sérieuses de s'opposer à l'adoption du texte voté par le Sénat dans les termes suivants : « Celui qui a » perdu la qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il *n'ait* » *pas cessé de résider* en Belgique ou qu'il y rentre avec autorisation du » Roi ; que, dans les deux cas, il déclare *que son intention est* de fixer son » domicile *en Belgique*, et qu'il l'y *établissera effectivement* dans l'année à » compter de cette déclaration ».

*
* *

Le Sénat vit un inconvénient analogue à admettre le système de la Chambre relativement à la femme qui a perdu la qualité de Belge, par son mariage avec un étranger, et qui est devenue veuve.

La Chambre avait également décidé que l'autorisation du Roi ne serait pas exigée pour lui permettre de recouvrer la qualité de Belge. Le Sénat lui impose, à elle aussi, l'obligation d'obtenir l'autorisation du Roi.

Quant aux enfants qui ont perdu la qualité de Belge par le changement de nationalité de leur auteur durant leur minorité, le Sénat, après quelque hésitation, finit par admettre le système de la Chambre : l'autorisation du Roi ne fut pas plus exigée pour ces enfants nés avant la dénationalisation de leur auteur, que pour les enfants nés depuis cette dénationalisation (art. 8). La forme seule de l'article fut modifiée; il est ainsi conçu : « Les enfants » qui ont perdu la qualité de Belge par application de l'article 44, 3°, » peuvent toujours la recouvrer, après l'accomplissement de leur vingt et » unième année, en se conformant aux dispositions de l'article 8 ».

*
* *

Le projet de loi, tel qu'il fut voté par la Chambre, contenait les principes devant régler à l'avenir l'acquisition de la nationalité belge; il renfermait aussi une disposition transitoire qui permettait de régulariser la situation de nombreuses personnes, en ouvrant un nouveau délai de deux ans, à partir de la promulgation de la loi, à tous les individus, nés en Belgique, qui auraient omis de faire la déclaration prescrite par l'ancien article 9 du Code civil, dans l'année qui suit leur majorité, et qui se trouvent ainsi privés de la qualité de Belge.

C'est notamment en considération de ces personnes, victimes de leur ignorance, d'un oubli, de leur indifférence et souvent même de leur profonde conviction qu'elles ont la qualité de Belges, que notre honorable collègue M. Delvaux déposa la proposition de loi qui fut le point de départ du remaniement de tous les articles du Code, relatifs à l'acquisition et à la perte de la nationalité.

Mais sa proposition avait une portée plus considérable : elle tendait à mettre désormais à l'abri de toute contestation, au point de vue de l'indigénat, la situation de nombreuses familles établies en Belgique depuis plusieurs générations et ayant toujours rempli, en Belgique, les obligations légales auxquelles les Belges sont astreints, et dont, cependant, la qualité de Belge peut toujours être mise en doute, sans qu'il leur soit aisé de prouver leur nationalité contestée.

En effet, il est relativement facile de justifier de sa qualité de Belge, à celui qui l'a acquise par un fait postérieur à sa naissance : il lui suffira de prouver la déclaration de naturalité, la naturalisation, le mariage qui lui a apporté la nationalité belge.

Mais, en réalité, ce ne sont là que des cas exceptionnels : la masse des Belges est formée des véritables indigènes, des Belges de race, de ceux qui tiennent leur nationalité de leurs auteurs *jure sanguinis*.

Donc si l'on met en question la nationalité de l'un de ceux-là, il devra apporter, avec son acte de naissance, la preuve que son auteur était Belge, soit parce que ce dernier avait acquis directement cette qualité par option, mariage ou naturalisation, soit parce qu'il la tenait de son auteur à lui, lequel, étant Belge, la lui avait transmise *jure sanguinis*.

Mais que ce grand-père était Belge, c'est ce qu'il faudra peut-être démontrer encore de la même manière, jusqu'à ce qu'on arrive à un ascendant, né avant la promulgation du Code civil, dont l'indigénat est incontestable parce qu'il reposait sur le *jus soli*. Or, en France, la seule naissance dans le Royaume donnait les droits de naturalité, et dans l'ancien droit belge, on réputait naturels d'une province non seulement ceux qui étaient nés de parents qui en fussent originaires, mais même ceux qui étaient nés dans le pays, de parents étrangers qui y étaient simplement *domiciliés* (voir notre premier rapport, p. 5).

Voilà, en vue d'établir une nationalité, bien des complications de droit et des difficultés de fait, pour ceux-là surtout dont l'indigénat remonte plus haut ; difficultés auxquelles ne peuvent échapper que ceux qui, invoquant l'article 8 de la loi fondamentale de 1815, sont à même de démontrer qu'ils descendent d'un auteur né, avant 1830, dans le royaume des Pays-Bas, de parents qui y étaient domiciliés.

Pour mettre fin à ces difficultés, l'honorable M. Delvaux proposait de décider que « toute personne domiciliée en Belgique lors de la promulgation de la présente loi, née en Belgique d'un père né en Belgique, sera Belge de plein droit », sauf protestation de l'intéressé dans l'année de sa majorité, etc.

Au cours de la discussion, un amendement fut déposé, conçu dans le même sens : « L'individu âgé de 22 ans et se trouvant dans un des cas » prévus à l'article 4 (du projet) est Belge, à moins que, dans un délai de » deux ans à partir de la publication de la présente loi, il n'ait déclaré son » intention de conserver sa nationalité. »

Cet amendement et un autre analogue, présenté par M. Mechelynck, furent repoussés à une très faible majorité.

Au Sénat, le rapporteur M. Goblet d'Alviella soumit à l'assemblée le texte suivant : « Sont Belges ceux qui, *nés en Belgique* d'un père *né lui-même* » *dans le Royaume* et y domiciliés depuis dix ans au moment de la publi- » cation de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par » l'article 9 du Code civil, à moins que, dans un délai de deux ans à partir » de cette publication, ils ne déclarent leur intention de conserver la natio- » nalité étrangère. »

C'était la reproduction de l'amendement de M. Mechelynck, avec cette garantie en plus que, pour bénéficier de cette faveur légale, il fallait être né d'un père né lui-même en Belgique.

M. le Ministre se rallia à l'amendement en spécifiant les conditions requises pour pouvoir bénéficier de la disposition :

« Être né en Belgique, d'un père né lui-même en Belgique, être soi- » même domicilié en Belgique depuis dix ans.

Ainsi se trouverait définitivement fixée la situation de cette catégorie de personnes dont la nationalité peut toujours être remise en question, sous la législation actuelle, catégorie nombreuse à raison des changements politiques survenus dans notre pays au cours du dernier siècle et à raison des multiples modifications y apportées aux lois qui règlent l'indigénat.

Cet article nouveau laisse subsister cette autre disposition transitoire admise dans le projet voté par la Chambre, aux termes de laquelle « les » individus nés en Belgique qui auraient omis de faire la déclaration » prévue à l'ancien article 9 du Code civil pourront, dans un délai de » deux ans à partir de la publication de la présente loi, acquérir la qualité » de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par » l'article 8. »

Cette disposition conservera son utilité pour les personnes qui ne pourraient bénéficier de l'article précédent, tels les étrangers nés dans le pays sans que leur père y fût né ou qui ne seraient pas domiciliés en Belgique pendant les dix ans requis, et qui n'auraient pas fait, dans l'année de leur majorité, la déclaration exigée pour acquérir la qualité de Belge.

La Commission spéciale s'est ralliée, à l'unanimité, à cette double disposition transitoire.

En résumé, nous avons l'honneur de proposer à la Chambre d'adopter le projet de loi tel qu'il lui a été transmis par l'autre assemblée.

La Commission se permet d'insister de nouveau pour que M. le Ministre de la Justice présente, sans tarder, un projet de loi qui achève la revision du titre I du livre I du Code civil.

Le législateur de 1804 s'y est occupé non seulement des conditions de l'indigénat, mais aussi de la situation des indigènes et des étrangers, au point de vue de la jouissance des droits civils. Il y a nombre de dispositions vieilles ou abrogées qui encombrant ce titre du Code et qui pourraient aisément et fort utilement être modifiées ou élaguées définitivement. Nous aurions ainsi entièrement revisé ce titre I, que l'on pourrait très exactement intituler : « De la nationalité et de la jouissance des droits civils ».

Le Président-Rapporteur,

LÉON MABILLE.

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE
SÉNAT ET ADOPTÉ PAR LA COM-
MISSION (1).

ARTICLE PREMIER (2).

Sont Belges :

1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée (3) ;

2° L'enfant, né d'un étranger après la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge au moment de la naissance.

ART. 2.

L'enfant naturel, âgé de moins de vingt et un ans accomplis, dont la filiation est établie par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

Si cette preuve (4) résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

(1) Voir les n°s 49 (session de 1903-1904), 89 (session de 1905-1906), 45 (session de 1906-1907), 71, 78, 88, 94, 96 (session de 1907-1908) de la Chambre des Représentants et les n°s 61 (session de 1907-1908), 43, 44 et 45 (session de 1908-1909) du Sénat.

Les amendements adoptés par le Sénat sont imprimés en caractères *italiques*.

(2) Les articles 1 à 4 correspondent à l'article 1^{er} du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Les mots : « ou quand le mariage est dissous » ont été supprimés par le Sénat.

(4) Les mots : « Si cette preuve résulte... » remplacent les mots : « si elle résulte... » dans le texte voté par la Chambre.

WETSONTWERP DOOR DEN SENAAT
GEWIJZIGD EN DOOR DE COMMISSIE
AANGENOMEN (1).

ARTIKEL 1 (2).

Belgen zijn :

1° Het kind geboren, zelfs in een vreemd land, hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder, wanneer de vader geene bepaalde nationaliteit bezit (3) ;

2° Het kind, geboren uit een vreemdeling na de ontbinding van het huwelijk, indien de moeder de hoedanigheid van Bely bezit op het oogenblik der geboorte.

ART. 2.

Het onechte kind, dat den leeftijd van een en twintig jaren nog niet heeft bereikt en wiens afstamming is vastgesteld door erkenning of vonnis, volgt de nationaliteit van dengene zijner ouders ten aanzien van welken het bewijs het eerst is geleverd.

Spruit dat bewijs (4) ten aanzien van den vader en van de moeder voort uit dezelfde akte of uit hetzelfde vonnis of uit samenhangende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van den vader.

(1) Zie n°s 49 (zittingsjaar 1903-1904), 89 (zittingsjaar 1905-1906), 45 (zittingsjaar 1906-1907), 71, 78, 88, 94, 96 (zittingsjaar 1907-1908) van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, en de n°s 61 (zittingsjaar 1907-1908), 43, 44 en 45 (zittingsjaar 1908-1909) van den Senaat.

De amendementen, door den Senaat aangenomen, zijn met *cursiefletters* gedrukt.

(2) De artikelen 1 tot 4 komen overeen met artikel 1 van den oorspronkelijken tekst, door de Kamer aangenomen.

(3) De woorden : « of wanneer het huwelijk is onthonden » vervallen.

(4) De woorden : « Spruit dat bewijs... » vervangen de woorden : « Spruit de afstamming... » in den tekst door de Kamer aangenomen.

ART. 3.

Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

ART. 4.

Est Belge l'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 5 ⁽¹⁾.

L'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 6 ⁽²⁾.

Les enfants mineurs *non mariés* de l'étranger qui acquiert *volontairement* la nationalité belge, deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

ART. 7 ⁽³⁾.

Deviennent Belges, à l'expiration de

ART. 3.

Het tijdstip der verwekking wordt, boven dat der geboorte, in aanmerking genomen, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, tengevolge heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

ART. 4.

Is Belg het kind, in België geboren hetzij uit wettelijk onbekende ouders, hetzij uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 5 ⁽¹⁾.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot Belg wordt, volgt den staat van haren man.

ART. 6 ⁽²⁾.

De *niet gehuurde* minderjarige kinderen van den vreemdeling, die *vrijwillig* de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische nationaliteit door te verklaren, dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

ART. 7 ⁽³⁾.

Worden Belgen, bij het einde van

(1) Ancien article 2 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 3 du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Ancien article 4 du texte primitif adopté par la Chambre.

(1) Vroeger artikel 2 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 3 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(3) Vroeger artikel 4 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

leur vingt-deuxième année, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1° L'enfant, né en Belgique, de parents étrangers dont l'un y est né lui-même ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ;

2° L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui est domicilié dans le Royaume depuis six ans sans interruption.

ART. 8 ⁽¹⁾.

Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu qu'il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

ART. 9 ⁽²⁾.

Peut acquérir la qualité de Belge, dans sa vingt-deuxième année, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 10 ⁽³⁾.

L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

(1) Ancien article 5 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 6 du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Ancien article 7 du texte primitif adopté par la Chambre.

hun twee en twintigste jaar, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden :

1° Het kind, in België geboren uit vreemde ouders waarvan één er zelf is geboren of er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2° Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en zijne woonplaats in het Rijk heeft gehad sedert zes jaren zonder onderbreking.

ART. 8 ⁽¹⁾.

Het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van Belg mocht hebben verloren, kan deze hoedanigheid altijd verwerven mits het verklaart dat het voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

ART. 9 ⁽²⁾.

Het kind, in België geboren uit een vreemdeling, kan de hoedanigheid van Belg verwerven in den loop van zijn twee en twintigste jaar, mits het de formaliteiten, bij het vorig artikel voorgeschreven, in acht neemt.

ART. 10 ⁽³⁾.

De vreemdeling, die de naturalisatie heeft verkregen, wordt Belg.

(1) Vroeger artikel 5 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 6 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(3) Vroeger artikel 7 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

ART. 11 ⁽¹⁾.

Perdent la qualité de Belge :

1° Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;

2° La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère ;

3° Les enfants mineurs *non mariés* d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 12.

L'enfant né à l'étranger d'un Belge qui lui-même est né à l'étranger peut toujours décliner la nationalité belge, s'il a acquis de plein droit la nationalité étrangère.

ART. 13 ⁽²⁾.

Celui qui a perdu la qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il

(1) Ancien article 8 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 9 du texte primitif adopté par la Chambre.

Cet article était rédigé comme il suit :

ART. 9.

« Celui qui a perdu la qualité de Belge »
 » peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il »
 » réside en Belgique depuis six mois, ou »
 » qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi ; »
 » que, dans les deux cas, il déclare vouloir »
 » fixer son domicile dans le Royaume et »
 » qu'il l'y fixe dans l'année, à compter de »
 » cette déclaration.

» L'autorisation du Roi n'est pas exigée

ART. 11 ⁽¹⁾.

De hoedanigheid van Belg verliezen :

1° Hij, die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft ;

2° De vrouw, die huwt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit of wier echtgenoot vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien deze nationaliteit uit kracht van de vreemde wet insgelijks door de vrouw wordt verworven ;

3° De *niet gehuwde* minderjarige kinderen van den Belg die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen.

ART. 12.

Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is geboren, mag altijd de Belgische nationaliteit afwijzen, indien het de vreemde nationaliteit van rechtswege heeft verworven.

ART. 13 ⁽²⁾.

Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan deze altijd terug-

(1) Vroeger artikel 8 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 9 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

Dit artikel luidde als volgt :

ART. 9.

« Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft »
 » verloren, kan deze altijd terugbekomen, »
 » mits hij in België verblijft sedert zes »
 » maanden, of er terugkeert met 's Konings »
 » machtiging en mits hij, in beide gevallen, »
 » verklaart dat hij zijn domicile in het Rijk »
 » wil vestigen en het daar vestigt binnen het »
 » jaar te rekenen van deze verklaring.

» s' Konings machtiging wordt niet ver-

n'ait pas cessé de résider en Belgique ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi; que, dans les deux cas, il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établit effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 11, 2°, peut toujours la recouvrer, comme il est dit ci-dessus, après la dissolution du mariage.

Les enfants qui ont perdu la qualité de Belge par application de l'article 11, 3°, peuvent toujours la recouvrer, après l'accomplissement de leur vingt et unième année, en se conformant aux dispositions de l'article 8.

ART. 14 ⁽¹⁾.

Les enfants mineurs seront admis à faire la déclaration prévue aux articles 6, 7, 8, 9, 12 et 13 ⁽²⁾ dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du titre V du livre 1^{er} du Code civil.

» de la femme qui, après la dissolution du mariage, ou des enfants qui, après l'accomplissement de leur vingt et unième année, veulent recouvrer la qualité de Belge qu'ils ont perdue aux termes des numéros 2° et 3° de l'article 8 ».

(1) Ancien article 10 du texte primitif, adopté par la Chambre.

(2) Anciens articles 3, 4, 5, 6, 8^{bis} (nouveau) et 9.

bekomen, mits hij onafgebroken in België verbleef, of er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, verklaart dat hij voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

De vrouw, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren bij toepassing van artikel 11, 2°, kan deze altijd terugbekomen, zooals hierboven is gezegd, na de ontbinding des huwelijks.

De kinderen, die de hoedanigheid van Belg hebben verloren bij toepassing van artikel 11, 3°, kunnen deze altijd terugbekomen, nadat zij den leeftijd van een en twintig jaren hebben bereikt, mits zij de bepalingen van artikel 8 naleven.

ART. 14 ⁽¹⁾.

De verklaring, bij de artikelen 6, 7, 8, 9, 12 en 13 ⁽²⁾ voorzien, mag door minderjarige kinderen worden afgelegd zoodra de leeftijd van achttien jaren is bereikt, met toestemming van den vader, of, bij ontstentenis van den vader, met die van de moeder, of, bij ontstentenis van vader en moeder, met machtiging van de andere verwanten in de opgaande lijn of van de familie; deze machtiging wordt gegeven overeenkomstig de vereischten voor het huwelijk gesteld in het 1^{ste} hoofdstuk van titel V, boek I van het Burgerlijk Wetboek.

» eischt voor de vrouw die, na de ontbinding des huwelijks, of voor de kinderen die nadat zij den een en twintigjarigen leeftijd hebben bereikt, de hoedanigheid van Belg willen terugbekomen welke zij volgens de bewoordingen der n^{os} 2 en 3 van artikel 8 hebben verloren ».

(1) Vroeger artikel 10 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikelen 3, 4, 5, 6, 8^{bis} (nieuw) en 9.

Le consentement du père, de la mère ou des autres ascendants sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de la Belgique.

ART. 15 ⁽¹⁾.

Les déclarations de nationalité seront faites, soit devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont inscrites dans des registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

ART. 16 ⁽²⁾.

Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19 et 20 du Code civil, ainsi que l'article premier de la loi du 16 juillet 1889, sont abrogés.

⁽¹⁾ Ancien article 11 du texte primitif adopté par la Chambre.

⁽²⁾ Ancien article 12 du texte primitif adopté par la Chambre.

De toestemming van den vader, van de moeder of van de andere verwanten in opgaande lijn wordt gegeven hetzij mondeling, op het oogenblik der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

Van deze toestemming of van de machtiging der familie wordt uitdrukkelijk melding gemaakt in de akte van vaststelling der keuze.

Ingeval van onvermogen, mag de akte van toestemming worden opge maakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de verwanten in de opgaande lijn hun domicilie hebben en, in den vreemde, door de overheden die bevoegd zijn deze akte op te maken, alsmede door de diplomatieke agenten, de consuls en vice-consuls van België.

ART. 15 ⁽¹⁾.

De verklaringen van nationaliteit worden afgelegd hetzij voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der verblijfplaats in België, hetzij voor de diplomatieke of consulaire agenten van België in den vreemde. Zij kunnen geschieden bij bijzondere en authentieke volmacht.

Zij worden opgenomen in registers, waarop de bepalingen der artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing zijn.

ART. 16 ⁽²⁾.

De artikelen 9, 10, 12, 17, 18, 19 en 20 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1 der wet van 16 Juli 1889 vervallen.

⁽¹⁾ Vroeger artikel 11 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

⁽²⁾ Vroeger artikel 12 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

Dispositions transitoires.**ART. 17.**

Sont Belges ceux qui, nés en Belgique d'un père né lui-même dans le Royaume et y domiciliés depuis dix ans au moment de la publication de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil, à moins que, dans un délai de deux ans à partir de cette publication, ils ne déclarent leur intention de conserver la nationalité étrangère.

ART. 18 ⁽¹⁾.

Les individus nés en Belgique, qui auraient omis de faire la déclaration prévue à l'ancien article 9 du Code civil, pourront, dans un délai de deux ans à partir de la publication de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8 ⁽²⁾.

(1) Ancien article 13 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 5 du texte primitif adopté par la Chambre.

Overgangsbepalingen.**ART. 17.**

Zijn Belg zij die, in België geboren uit een vader die zelf in het Rijk is geboren en er hunne woonplaats hebbende sedert tien jaren op het oogenblik der afkondiging van deze wet, hebben verzuimd de verklaring af te leggen, voorzien bij artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek, ten ware, binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen van deze afkondiging, zij hun voornemen te kennen geven de vreemde nationaliteit te behouden.

ART. 18 ⁽¹⁾.

De in België geboren personen, die mochten verzuimd hebben de verklaringen af te leggen, bij het vroeger artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek voorzien, kunnen binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen van de afkondiging dezer wet, de hoedanigheid van Belg verwerven mits zij de bij artikel 8 ⁽²⁾ voorgeschreven formaliteiten in acht nemen.

(1) Vroeger artikel 13 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 5 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MEI 1909.

Ontwerp van wet betreffende het verwerven en verliezen
van de nationaliteit ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **MABILLE**.

MIJNE HEEREN,

Met eenparige stemmen werd door den Senaat aangenomen het door de Kamer goedgekeurd ontwerp van wet betreffende het verwerven en verliezen van de nationaliteit. Hij heeft het echter gewijzigd en de Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het gewijzigd ontwerp, heeft de eer u daarover verslag uit te brengen.

De veranderingen, door den Senaat aangebracht, wijzigen geenszins de algemeene regelen van het wetsontwerp. De gewichtigste wijziging is eene overgangsbepaling, welke ten doel heeft den toestand vast te stellen van personen wier nationaliteit niet met zekerheid kan worden bepaald onder het beheer van de huidige wet.

In het opzicht van den vorm valt aan te merken dat sommige artikelen van het oorspronkelijk ontwerp werden gesplitst door den Senaat en dat men bijgevolg aan de artikelen eene nieuwe nummering geven moest.

*
* * *

Het eerste artikel van den aan den Senaat overgemaakten tekst luidde aldus : « Belgen zijn : 1^o Het kind geboren, zelfs in een vreemd land,

(1) Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd, n^o 127.

(2) De Commissie bestond uit de heeren **MABILLE**, *voorzitter*, **DESTREE**, **DU BUS DE WARNAFFE**, **HYMANS**, **SEGBRS**, **WAUWERMANS**.

» hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder.
 » wanneer de vader geene bepaalde nationaliteit bezit *of wanneer het*
huwelijk is ontbonden ».

Deze laatste woorden « wanneer het huwelijk is ontbonden » zinspeelden op het kind dat binnen den tijd bepaald door de wet is geboren na het overlijden van den echtgenoot of nadat de echtscheiding is uitgesproken.

De nationaliteit van dat kind was klaar aangeduid, indien de vader Belg was en de moeder eene vreemdelinge : het is Belg, omdat het geboren wordt uit een vader die de hoedanigheid van Belg bezat op den dag der verwekking. Trouwens, naar luid van een vermoeden dat wat verder is neergeschreven, dient het tijdstip der verwekking in aanmerking te worden genomen, boven dat der geboorte, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, voor gevolg heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

Doch, omgekeerd, hadde men eenigszins kunnen aarzelen om de nationaliteit van het kind te bepalen, indien de overleden vader vreemdeling was en de moeder Belg op den dag der geboorte van het kind. Met het oog op deze onderstelling werden aan den tekst toegevoegd de woorden « wanneer het huwelijk is ontbonden », om te doen uitkomen dat in zulk geval het kind de nationaliteit volgde van zijne moeder en om het de hoedanigheid van Belg toe te kennen, die zijne moeder bezat op den dag zijner geboorte.

Doch den Senaat kwam het voor — en men kan hem geen ongelijk geven — dat de aangenomen tekst wat raadselachtig was. Derhalve verkoos hij de woorden « of wanneer het huwelijk is ontbonden » op het slot van het lid te laten wegvallen en een bijzonderen tekst op te nemen, waarbij de voorziene onderstelling wordt bedoeld.

Dit geschiedde door toevoeging van den volgende tekst :

« Belgen zijn : 1° (*als hierboven*)... ; 2° het kind, geboren uit een
 » vreemdeling na de ontbinding van het huwelijk, indien de moeder de
 » nationaliteit van Belg bezit op het oogenblik der geboorte. »

Deze verandering houdt uwe Commissie voor eene verbetering van den oorspronkelijken tekst en zij stelt u voor ze aan te nemen.

*
* *

Zij erkent insgelijks dat in artikel 2 de vervanging van het woord « het » door de woorden « dit bewijs » het laatste lid duidelijker maakt.

*
* *

Bij artikel 3, handelde het aan den Senaat overgemaakt ontwerp over de nationaliteit der minderjarige kinderen van den vreemdeling die de hoedanigheid van Belg heeft verworven, en het besliste : « De minderjarige » kinderen van den vreemdeling, die de Belgische nationaliteit verwerft,

» worden Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het
» tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische
» nationaliteit door te verklaren dat zij de vreemde nationaliteit willen
» terugbekomen ».

In het eerste verslag dat wij de eer hadden de Kamer voor te leggen, deden wij opmerken dat, gezien de algemeene bewoordingen van dien tekst, de minderjarige kinderen, gesproten uit een huwelijk tusschen eene Belgische vrouw en een vreemdeling en waarvan de moeder, weduwe geworden, de hoedanigheid van Belg opnieuw zou verwerven krachtens de bepaling vervat in artikel 9 van het ontwerp, de Belgische nationaliteit zouden bezitten.

Eveneens zouden de minderjarige kinderen van een vreemdeling wiens vrouw, insgelijks vreemdelinge en weduwe geworden, met een Belg zou hertrouwen, Belgen zijn.

Wij voegden er bij, dat het verscheidene leden der Commissie voorkwam dat men zodoende de toepassing van het beginsel der eenheid van nationaliteit in de familie wat verre dreef.

De Senaat dacht niet zoover te moeten gaan. Hij achtte onaanneembaar, dat in het voorziene geval het verwerven van de Belgische nationaliteit door de moeder altijd en noodzakelijk voor gevolg zou hebben, aan de minderjarige kinderen de nationaliteit van hun vader te ontnemen. Dit ware daarenboven, zooals de heer Goblet d'Alviella aanmerkte in zijn duidelijk en methodisch verslag, zonder voldoende reden de bestendigheid van den persoonlijken staat verstoren.

Derhalve oordeelde de Senaat dat er een onderscheid diende te worden gemaakt. Hij was van gevoelen dat, evenals naar aanleiding van het verlies der hoedanigheid van Belg, het ontwerp aanneemt dat de minderjarige kinderen van den Belg die eene vreemde nationaliteit verwerft, alleen dan de hoedanigheid van Belg verliezen wanneer hun ouder de vreemde nationaliteit *vrijwillig* verwierf, insgelijks, wat betreft het verwerven van de hoedanigheid van Belg, de minderjarige kinderen van den vreemdeling, die de Belgische nationaliteit verwierf, zelf maar Belgen worden indien hun vader de hoedanigheid van Belg *vrijwillig* verwierf.

Er kan echter niet worden beweerd dat de vreemde vrouw, die met een Belg huwt, vrijwillig onze nationaliteit verwerft. De heer Minister van Justitie deed het in den Senaat opmerken, « is het huwelijk eene vrijwillige daad, dan is de daaraan verbonden verandering van nationaliteit het » gevolg van de wet, niet van den wil ». Dit zal vooral waar zijn met onze nieuwe wet, die, zooals wij in ons voorgaande verslag zegden, aan de vrouw de nationaliteit van haren man toekent niet meer uit hoofde van den vermoeden wil der vrouw, maar wel om eene reden van openbare orde : het voordeel dat er in de familie eenheid van nationaliteit is.

Om te keer te gaan de bezwaren waartoe de al te groote algemeenheid van het door de Kamer aangenomen beginsel aanleiding zou geven, heeft de Senaat in het artikel, dat dit beginsel huldigt, eene eerste wijziging

gebracht, luidende als volgt : « De minderjarige kinderen van den vreemdeling die *vrijwillig* de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen... »

Doch het kwam den heer Minister van Justitie voor, dat eene andere beperking noodig was.

't Is te begrijpen dat er, om de eenheid van nationaliteit in het gezin te handhaven, beslist werd dat voortaan de minderjarige kinderen insgelijks de Belgische nationaliteit verkrijgen, die door hun vader vrijwillig werd verworven onder de daareven vermelde omstandigheden. Zoo er, echter, onder die minderjarige kinderen zijn die door te huwen een nieuw gezin tot stand brachten, ware 't dan geen misbruik, onder voorwendsel van de eenheid in een gezin te vestigen, de Belgische nationaliteit toe te kennen aan de hoofden van die nieuwe familiën, voortaan gescheiden van de oorspronkelijke familie en waarvan de eenheid moet ontstaan uit de bijzondere regelen die haar betreffen?

Dit was het gevoelen van den heer Minister van Justitie en 't werd gedeeld door den Senaat. Hij stelde dus voor, de weldaad van bedoeld artikel toe te staan alleen aan de *niet gehuwde* minderjarige kinderen, en de Senaat nam het artikel voorgoed aan in de volgende bewoordingen : « De *niet gehuwde* minderjarige kinderen van den vreemdeling, die *vrijwillig* de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen ». Men voegde daaraan toe, evenals in het ontwerp der Kamer : « Zij mogen echter, binnen het jaar » volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van » de Belgische nationaliteit door te verklaren, dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen ».

De Bijzondere Commissie stelt de Kamer voor, zich te vereenigen met deze tweevoudige wijziging, door den Senaat in het artikel gebracht.

*
* *

Als gevolg van deze verandering in het artikel betreffende het verwerven van de hoedanigheid van Belg, moest het artikel, thans artikel 14, betreffende het verlies van de hoedanigheid van Belg, worden gewijzigd in denzelfden zin. Dit deed de Senaat door den volgende tekst : « De hoedanigheid » van Belg verliezen : 1^o...; 2^o...; 3^o De *niet gehuwde* minderjarige kinderen van den Belg die *vrijwillig* eene vreemde nationaliteit verwerft, » indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen. »

*
* *

Het ontwerp van wet, door de Kamer goedgekeurd, neemt niet meer aan dat het buiten 's lands vestigen zijner woonplaats met het kennelijk oogmerk om niet terug te keeren noodzakelijk het verlies van de hoedanigheid van Belg medebrengt. Moeten zij die, in den vreemde gevestigd, na verscheidene geslachten afstammen van Belgische ouders welke zich vroeger in het buitenland vestigden, bijgevolg nog als Belg beschouwd worden?

Het kwam de stellers van het oorspronkelijk wetsontwerp voor, dat men diende eene grens te bepalen en het oogenblik aan te wijzen waarop de band met het moederland zou geacht worden verbroken te zijn. En evenals het kind, in België geboren uit vreemde ouders waarvan de eene er zelf is geboren, voortaan zal worden beschouwd als Belg na zijn 22^e jaar, scheen het redematig en harmonisch te beslissen dat het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die er zelf is geboren, wordt geacht de hoedanigheid van Belg te hebben verloren na zijn 22^e jaar.

Deze oplossing werd al te streng bevonden. « Drie toestanden, zegt de » heer Goblet d'Alviella in zijn verslag aan den Senaat, kunnen zich » voordoen :

« I. *Ofwel heeft de belanghebbende, afstammeling van een uitgewekene,*
» *niet de vreemde nationaliteit verworven*; in dit geval is het gevaarlijk hem
» zijne hoedanigheid van Belg te ontnemen;

» II. *Ofwel heeft hij de vreemde nationaliteit vrijwillig aangenomen* (bij
» naturalisatie of keuze van vaderland); in dit geval heeft hij daardoor zelf,
» krachtens artikel 8, 1^o, zijne hoedanigheid van Belg verloren ;

» III. *Ofwel heeft hij van rechtswege de vreemde nationaliteit verworven*;
» in dit geval moet men hem, vermits het onaangenaam is twee nationa-
» liteiten te bezitten, het recht verleenen om eene van beide te verzaken.
» Zelfs in deze onderstelling, schijnt er reden te bestaan, niet om hem van
» rechtswege de Belgische nationaliteit te ontnemen, maar wel om hem
» liever de vrijheid te laten er uitdrukkelijk van af te zien. »

Dientengevolge nam de Senaat, op voorstel van den heer Minister van Justitie, een toegevoegd artikel aan, luidende aldus : « Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is geboren, mag » altijd de Belgische nationaliteit afwijzen, indien het de vreemde nationa-
» liteit van rechtswege heeft verworven. »

Wordt de hier voorziene verklaring niet afgelegd, dan blijft de belanghebbende, ondanks het verwerven van de vreemde nationaliteit, Belg volgens de Belgische wet, doch hem wordt het middel verschaft om niet langer Belg te blijven. Daar de tekst beperkend is, zou eene verklaring van dien aard, afgelegd door den belanghebbende die onder dezelfde omstandigheden niet de vreemde nationaliteit verwierf, krachteloos zijn : te zijnen aanzien blijft het waar dat men niet uitdrukkelijk kan afzien van zijne nationaliteit.

Toch deed men in den schoot der Commissie opmerken dat de in het voorgesteld artikel gebruikte woorden « mag altijd de nationaliteit afwijzen » aan klaarheid te kort schieten.

« De Belgische nationaliteit afwijzen » wat is dat? Volstaat het dat die wil blijke uit zekere daden? Zal men eischen dat de wensch uitdrukkelijk zij? En hoe zal men desnoods, in het eerste geval, tegen den belanghebbende het bewijs inbrengen dat hij afzag van zijne hoedanigheid van Belg?

Verder, in de onderstelling zelfs dat men een uitdrukkelijke verklaring

eischt, zal meestendeels hij alleen daarvan kennis dragen. Naar lust zal hij die verklaring inroepen of ze over boord werpen : en aldus, na zijn voordeel te hebben getrokken uit rechten, aan de Belgen voorbehouden, zal hij kunnen een vroegere verklaring van de nationalisatie te voorschijn halen, waaruit blijken zou dat hij opgehouden had Belg te zijn, toen hij de rechten van een Belg nog uitoefende. Wilt hij alleen deze verklaring kent, kan hij ze uithalen of wegstoppen, en in zijne handen berust alzoo de kracht of de nietigheid van akten waartoe de hoedanigheid van Belg wordt vereischt.

Erge misbruiken konden daaruit voortspruiten. Het ware dus wenschelijk geweest in het artikel een afstand te eischen met officieel en openbaar karakter, met bepaling b. v. van den vorm en de plaats waar hij moet gebeuren. Bij gebrek van een dergelijke aanduiding in de bepaling door den Senaat aangenomen, acht uwe Commissie het onmisbaar dat een Koninklijk besluit, naderhand genomen, bepaalt de voorwaarden en den vorm van het verzaken van nationaliteit.

*
* *

Naar het stelsel van het ontwerp (art. 9), door de Kamer aangenomen, kon hij die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, ze steeds opnieuw verwerven, *mits hij sedert zes maanden in België verbleef*, of er met 's Konings toestemming terugkeerde. In beide gevallen moest hij verklaren dat hij zijn domicilie in het Koninkrijk wilde vestigen en het daar inderdaad vestigen binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

De Senaat oordeelde dat men te verre ging, indien men den gewezen Belg, die feitelijk in België verblijft sedert ten minste zes maanden, ontsloeg van 's Konings toestemming. Hij was van meening dat dit ontslaan van eene koninklijke toestemming kon worden verleend alleen aan hem die *onafgebroken* in het land *verbleef*. In dien zin werd het artikel gewijzigd, met enkele veranderingen die enkel den vorm gelden.

Uwe Commissie vindt geene ernstige redenen om zich te verzetten tegen de aanneming van den tekst, door den Senaat goedgekeurd in de volgende bewoordingen : « Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan » deze altijd terugbekomen, *mits hij onafgebroken in België verbleef*, of » er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, » verklaart dat hij *voornemens* is zijn domicilie *in België* te vestigen en » het daar *werkelijk vestigt* binnen het jaar te rekenen van deze verklaring ».

*
* *

De Senaat had er een dergelijk bezwaar tegen, zich te vereenigen met het stelsel der Kamer, betreffende de vrouw die de hoedanigheid van Belg heeft verloren door haar huwelijk met een vreemdeling en weduwe is geworden.

De Kamer had insgelijks beslist, dat 's Konings toestemming niet zou

worden geveerd om haar te veroorloven de hoedanigheid van Belg opnieuw te verwerven. Ook haar legt de Senaat de verplichting op om 's Konings toestemming te erlangen.

Betreffende de kinderen die de hoedanigheid van Belg hebben verloren tengevolge van de verandering van nationaliteit van hun ouder gedurende hunne minderjarigheid, nam de Senaat, na eenige aarzeling, ten slotte het stelsel der Kamer aan : 's Konings toestemming werd evenmin geeischt voor die kinderen, geboren voordat hun vader zijne nationaliteit verloor, als voor de kinderen, geboren sedert dat verlies van nationaliteit (art. 8). Enkel de vorm van het artikel werd gewijzigd; het luidt aldus : « De » kinderen, die de hoedanigheid van Belg hebben verloren bij toepassing » van artikel 11, 3°, kunnen deze altijd terugbekomen, nadat zij den » leeftijd van een en twintig jaren hebben bereikt, mits zij de bepaling » van artikel 8 naleven. »

*
* *

Het wetsontwerp, zooals het werd aangenomen door de Kamer, bevatte de beginselen die voortaan het verwerven van de Belgische nationaliteit moeten regelen; er kwam ook eene overgangsbepaling in voor, krachtens welke de toestand van talrijke personen kon geregeld worden, door, te rekenen van de afkondiging der wet, een nieuw tijdsverloop te bepalen voor elken in België geboren persoon, die mocht verzuimd hebben de verklaring af te leggen, bij het vroegere artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven, binnen een jaar na hunne meerderjarigheid, en aldus beroofd is van de hoedanigheid van Belg.

't Is namelijk met het oog op deze personen, slachtoffer van hunne onwetendheid, van een verzuim, van hunne onverschilligheid en vaak zelfs van hunne vaste overtuiging dat zij de hoedanigheid van Belg bezitten, dat ons achtbaar medelid, de heer Delvaux, ter tafel legde het wetsvoorstel welk het uitgangspunt was van de omwerking van al de artikelen des Wetboeks, betreffende het verwerven en verliezen van de nationaliteit.

Doch zijn voorstel bedoelde meer : het wilde voortaan voor alle betwisting in zake van inboorlingschap vrijwaren den toestand van talrijke familiën, sedert verscheidene geslachten gevestigd in België en hebbende in ons land steeds vervuld de wettelijke verplichtingen, aan de Belgen opgelegd, en wier hoedanigheid van Belg evenwel altijd in twijfel kan worden getrokken, zonder dat zij gemakkelijk hun betwiste nationaliteit kunnen bewijzen.

Trouwens, het is betrekkelijk gemakkelijk het bewijs te leveren van zijne hoedanigheid van Belg, door hem die ze verwierf ten gevolge van een feit sedert zijne geboorte : hem zal het volstaan de verklaring van inboorling-schap, de naturalisatie, het huwelijk te bewijzen, waardoor hij de Belgische nationaliteit verwierf.

Doch dit zijn eigenlijk maar uitzonderlijke gevallen : de massa der Belgen bestaat uit echte inboorlingen, Belg van ras, die hunne nationaliteit danken aan hunne ouders *jure sanguinis*.

Wordt dus de nationaliteit van een dezer in twijfel getrokken, zoo moet hij, met zijne geboorteakte, overleggen het bewijs dat zijn ouder Belg was; hetzij omdat deze laatste deze hoedanigheid rechtstreeks verwierf bij keuze, huwelijk of naturalisatie, hetzij omdat hij ze had dank zij zijn ouder die, Belg zijnde, ze hem had overgezet *jure sanguinis*.

Doch dat deze grootvader Belg was, moet wellicht worden aangetoond op dezelfde wijze, totdat men geraakt tot een bloedverwant in opgaande lijn geboren vóór de afkondiging van het Burgerlijk Wetboek, wiens inboorlingschap onbetwistbaar is, omdat het steunde op het *jus soli*. Welnu, in Frankrijk gaf het enkel feit der geboorte in het Rijk de rechten van inboorlingschap en volgens het oudere Belgische recht golden als inboorlingen van eene provincie niet alleen zij die waren geboren uit daarvan herkomstige ouders, maar zelfs zij die in het land waren geboren uit vreemde ouders, die aldaar eenvoudig hunne woonplaats hadden (zie ons eerste verslag, blz. 5).

Dit zijn, om eene nationaliteit te bewijzen, vele rechtskundige verwickelingen en feitelijke bezwaren, vooral voor hen wier inboorlingschap hooger opklimt. Aan deze bezwaren ontkomen alleen zij die, steunende op artikel 8 der Grondwet van 1815, in staat zijn te bewijzen dat zij afstammen van een ouder, geboren vóór 1830 in het Koninkrijk der Nederlanden, uit ouders, die er hunne woonplaats hadden.

Om een eind te maken aan die bezwaren, stelde de heer Delvaux voor te bepalen : « Elke persoon, in België gedomicilieerd bij het afkondigen » van deze wet en in België geboren uit een in België geboren vader, is » van rechtswege Belg », behoudens verzet van den belanghebbende binnen één jaar na zijne meerderjarigheid, enz.

Bij de behandeling werd overgelegd een amendement, opgesteld in denzelfden zin : « De persoon, oud 22 jaar, verkeerend in een der gevallen » voorzien bij artikel 4 (van het ontwerp) is Belg, tenzij hij, binnen » een tijdsverloop van twee jaar na de afkondiging van deze wet, verklaart » dat het zijn inzicht is zijne nationaliteit te behouden ».

Dit amendement, en een ander in denzelfden zin, door den heer Mechelynck voorgesteld, werden met geringe minderheid verworpen.

In den Senaat stelde de verslaggever, de heer Goblet d'Alviella, aan de vergadering den volgenden tekst vóór : « Zijn Belg zij die, in België geboren uit » een vader die zelf in het Rijk is geboren en er hunne woonplaats hebbende » sedert tien jaren, op 't oogenblik van de bekendmaking dezer wet, hebben » verzuimd de verklaring te doen, voorzien bij artikel 9 van het Burger- » lijk Wetboek, tenware, binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen » van deze bekendmaking, zij hun voornemen te kennen geven de vreemde » nationaliteit te behouden ».

Dit was de herhaling van het amendement des heeren Mechelynck, met dezen waarborg er bij, dat men, om deze gunst der wet te genieten, moest geboren zijn uit een vader die zelf in België is geboren.

De heer Minister vereenigde zich met het amendement, en stelde de vier volgende vereischen opdat de bepaling van toepassing zijn zou :

« Geboren zijn in België, uit een vader die zelf in België is geboren,
» sedert tien jaren zelf zijne woonplaats in België hebben. »

Zoo ware voorgoed bepaald de toestand van deze klasse van personen wier nationaliteit steeds kan worden betwist onder de bestaande wet, eene talrijke klasse gezien de staatkundige veranderingen in ons land tijdens de verloop eeuwen en gezien de menigvuldige wijzigingen die er werden gebracht in de wetten welke het inboorlingschap regelen.

Dit nieuw artikel handhaaft deze andere overgangsbepaling, aangenomen in het door de Kamer goedgekeurd ontwerp : « De in België geboren
» personen die mochten verzuimd hebben de verklaring af te leggen,
» bij het vroeger artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek voorzien,
» kunnen binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen van de
» afkondiging dezer wet, de hoedanigheid van Belg verwerven mits zij de
» bij artikel 5 voorgeschreven formaliteiten in acht nemen. »

Deze bepaling zal nuttig blijven voor de personen die niet de weldaad van het voorgaande artikel kunnen genieten, als daar zijn de vreemdelingen in het land geboren, wier vader er niet is geboren, of die hunne woonplaats in België niet hadden gedurende de vereischte tien jaren en binnen één jaar na hunne meerderjarigheid de verklaring niet aflegden om de hoedanigheid van Belg te verwerven.

Met deze tweevoudige overgangsbepaling heeft de Bijzondere Commissie zich eenparig vereenigd.

Kortom, wij hebben de eer de Kamer voor te stellen, hare goedkeuring te hechten aan het ontwerp zooals het haar door de andere vergadering is overgemaakt.

De Commissie veroorlooft zich andermaal aan te dringen opdat de heer Minister van Justitie onverwijld een ontwerp overlegge tot voltrekking der herziening van titel I, boek I van het Burgerlijk Wetboek.

De wetgever van 1804 liet zich daarbij in, niet alleen met de vereischen tot het inboorlingschap, maar ook met den toestand van inboorlingen en vreemdelingen, in zake van het genot der burgerlijke rechten. Tal van verouderde of afgeschafte bepalingen belemmeren dien titel van het Wetboek ; zij kunnen gemakkelijk en heel nuttig worden gewijzigd of voorgoed geweerd. Zoodoende ware die titel I gansch herzien. Heel nauwkeurig kunnen wij hun het volgend opschrift geven : « Van de nationaliteit en van het genot der burgerlijke rechten ».

De Voorzitter-Verlaggever,

LEON MABILLE.

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LE
SÉNAT ET ADOPTÉ PAR LA COM-
MISSION ⁽¹⁾.

ARTICLE PREMIER ⁽²⁾.

Sont Belges :

1° L'enfant né, même en pays étranger, soit d'un père belge, soit d'une mère belge, quand le père n'a pas de nationalité déterminée ⁽³⁾;

2° L'enfant, né d'un étranger après la dissolution du mariage, si la mère possède la qualité de Belge au moment de la naissance.

ART. 2.

L'enfant naturel, âgé de moins de vingt et un ans accomplis, dont la filiation est établie par reconnaissance ou par jugement, suit la nationalité de celui des parents à l'égard duquel la preuve a d'abord été faite.

Si cette preuve ⁽⁴⁾ résulte pour le père et pour la mère du même acte ou du même jugement ou d'actes concomitants, l'enfant suit la nationalité du père.

(1) Voir les n°s 49 (session de 1903-1904), 89 (session de 1905-1906), 45 (session de 1906-1907), 71, 78, 88, 94, 96 (session de 1907-1908) de la Chambre des Représentants et les n°s 61 (session de 1907-1908), 43, 44 et 45 (session de 1908-1909) du Sénat.

Les amendements adoptés par le Sénat sont imprimés en caractères *italiques*.

(2) Les articles 1 à 4 correspondent à l'article 1^{er} du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Les mots : « ou quand le mariage est dissous » ont été supprimés par le Sénat.

(4) Les mots : « Si cette preuve résulte... » remplacent les mots : « si elle résulte... » dans le texte voté par la Chambre.

WETSONTWERP DOOR DEN SENAAT
GEWIJZIGD EN DOOR DE COMMISSIE
AANGENOMEN ⁽¹⁾.

ARTIKEL 1 ⁽²⁾.

Belgen zijn :

1° Het kind geboren, zelfs in een vreemd land, hetzij uit een Belgischen vader, hetzij uit eene Belgische moeder, wanneer de vader geene bepaalde nationaliteit bezit ⁽³⁾;

2° Het kind, geboren uit een vreemdeling na de ontbinding van het huwelijk, indien de moeder de hoedanigheid van Belg bezit op het oogenblik der geboorte.

ART. 2.

Het onechte kind, dat den leeftijd van een en twintig jaren nog niet heeft bereikt en wiens afstamming is vastgesteld door erkenning of vonnis, volgt de nationaliteit van dengene zijner ouders ten aanzien van welken het bewijs het eerst is geleverd.

Spruit dat bewijs ⁽⁴⁾ ten aanzien van den vader en van de moeder voort uit dezelfde akte of uit hetzelfde vonnis of uit samenhangende akten, dan volgt het kind de nationaliteit van den vader.

(1) Zie n° 49 (zittingsjaar 1903-1904), 89 (zittingsjaar 1905-1906), 45 (zittingsjaar 1906-1907), 71, 78, 88, 94, 96 (zittingsjaar 1907-1908) van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, en de n°s 61 (zittingsjaar 1907-1908), 43, 44 en 45 (zittingsjaar 1908-1909) van den Senaat.

De amendementen, door den Senaat aangenomen, zijn met *cursiefletters* gedrukt.

(2) De artikelen 1 tot 4 komen overeen met artikel 1 van den oorspronkelijken tekst, door de Kamer aangenomen.

(3) De woorden : « of wanneer het huwelijk is ontbonden » vervallen.

(4) De woorden : « Spruit dat bewijs... » vervangen de woorden : « Spruit de afstamming... » in den tekst door de Kamer aangenomen.

ART. 3.

Il est pris égard à l'époque de la conception, de préférence à l'époque de la naissance, lorsque la nationalité des parents de l'enfant, à la première de ces époques, a pour conséquence de faire attribuer à celui-ci la qualité de Belge.

ART. 4.

Est Belge l'enfant, né en Belgique, soit de parents légalement inconnus, soit de parents sans nationalité déterminée.

L'enfant trouvé en Belgique est présumé, jusqu'à preuve contraire, être né sur le sol belge.

ART. 5 ⁽¹⁾.

L'étrangère qui épouse un Belge, ou dont le mari devient Belge, suit la condition de son mari.

ART. 6 ⁽²⁾.

Les enfants mineurs *non mariés* de l'étranger qui acquiert *volontairement* la nationalité belge, deviennent Belges. Ils peuvent toutefois, dans l'année qui suit l'époque de leur majorité, renoncer à la nationalité belge en déclarant qu'ils veulent recouvrer la nationalité étrangère.

ART. 7 ⁽³⁾.

Deviennent Belges, à l'expiration de

ART. 3.

Het tijdstip der verwekking wordt, boven dat der geboorte, in aanmerking genomen, wanneer de nationaliteit der ouders van het kind, op het eerste dezer tijdstippen, tengevolge heeft de hoedanigheid van Belg aan het kind te doen toekennen.

ART. 4.

Is Belg het kind, in België geboren hetzij uit wettelijk onbekende ouders, hetzij uit ouders zonder bepaalde nationaliteit.

Het in België gevonden kind wordt, behoudens tegenbewijs, verondersteld te zijn geboren op Belgischen grond.

ART. 5 ⁽¹⁾.

De vreemdelinge, die met een Belg huwt of wier echtgenoot Belg wordt, volgt den staat van haren man.

ART. 6 ⁽²⁾.

De *niet gehuwde* minderjarige kinderen van den vreemdeling, die *vrijwillig* de Belgische nationaliteit verwerft, worden Belgen. Zij mogen echter, binnen het jaar volgende op het tijdstip van hunne meerderjarigheid, afstand doen van de Belgische nationaliteit door te verklaren, dat zij de vreemde nationaliteit willen terugbekomen.

ART. 7 ⁽³⁾.

Worden Belgen, bij het einde van

(1) Ancien article 2 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 3 du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Ancien article 4 du texte primitif adopté par la Chambre.

(1) Vroeger artikel 2 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 3 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(3) Vroeger artikel 4 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

leur vingt-deuxième année, si, pendant cette année, ils ont eu leur domicile en Belgique et n'ont pas déclaré leur intention de conserver la nationalité étrangère :

1° L'enfant, né en Belgique, de parents étrangers dont l'un y est né lui-même ou y était domicilié depuis dix ans sans interruption ;

2° L'enfant, né en Belgique, d'un étranger, et qui est domicilié dans le Royaume depuis six ans sans interruption.

ART. 8 ⁽¹⁾.

Peut toujours acquérir la qualité de Belge, l'enfant né d'un père ou d'une mère qui aurait perdu cette qualité, pourvu qu'il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

ART. 9 ⁽²⁾.

Peut acquérir la qualité de Belge, dans sa vingt-deuxième année, l'enfant, né en Belgique, d'un étranger, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 10 ⁽³⁾.

L'étranger qui a obtenu la naturalisation devient Belge.

(1) Ancien article 5 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 6 du texte primitif adopté par la Chambre.

(3) Ancien article 7 du texte primitif adopté par la Chambre.

hun twee en twintigste jaar, indien zij, gedurende dat jaar, hunne woonplaats in België gehad hebben en niet hebben verklaard dat zij voornemens zijn de vreemde nationaliteit te behouden :

1° Het kind, in België geboren uit vreemde ouders waarvan één er zelf is geboren of er zonder onderbreking zijne woonplaats heeft gehad sedert tien jaren ;

2° Het kind, dat in België is geboren uit een vreemdeling en zijne woonplaats in het Rijk heeft gehad sedert zes jaren zonder onderbreking.

ART. 8 ⁽¹⁾.

Het kind, geboren uit een vader of uit eene moeder die de hoedanigheid van Belg mocht hebben verloren, kan deze hoedanigheid altijd verwerven mits het verklaart dat het voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

ART. 9 ⁽²⁾.

Het kind, in België geboren uit een vreemdeling, kan de hoedanigheid van Belg verwerven in den loop van zijn twee en twintigste jaar, mits het de formaliteiten, bij het vorig artikel voorgeschreven, in acht neemt.

ART. 10 ⁽³⁾.

De vreemdeling, die de naturalisatie heeft verkregen, wordt Belg.

(1) Vroeger artikel 5 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 6 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(3) Vroeger artikel 7 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

ART. 11 (1).

Perdent la qualité de Belge :

1^o Celui qui acquiert volontairement une nationalité étrangère ;

2^o La femme qui épouse un étranger d'une nationalité déterminée ou dont le mari acquiert volontairement une nationalité étrangère, si celle-ci est également acquise à la femme en vertu de la loi étrangère ;

3^o Les enfants mineurs *non mariés* d'un Belge qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, si, par ce fait, ils obtiennent la nationalité de leur auteur.

ART. 12.

L'enfant né à l'étranger d'un Belge qui lui-même est né à l'étranger peut toujours décliner la nationalité belge, s'il a acquis de plein droit la nationalité étrangère.

ART. 13 (2).

Celui qui a perdu la qualité de Belge peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il

(1) Ancien article 8 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 9 du texte primitif adopté par la Chambre.

Cet article était rédigé comme il suit :

ART. 9.

« Celui qui a perdu la qualité de Belge » peut toujours la recouvrer, pourvu qu'il » réside en Belgique depuis six mois, ou » qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi ; » que, dans les deux cas, il déclare vouloir » fixer son domicile dans le Royaume et » qu'il l'y fixe dans l'année, à compter de » cette déclaration.

» L'autorisation du Roi n'est pas exigée

ART. 11 (1).

De hoedanigheid van Belg verliezen :

1^o Hij, die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft ;

2^o De vrouw, die huwt met een vreemdeling van eene bepaalde nationaliteit of wier echtgenoot vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien deze nationaliteit uit kracht van de vreemde wet insgelijks door de vrouw wordt verworven ;

3^o De *niet gehuwde* minderjarige kinderen van den Belg die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verwerft, indien zij daardoor de nationaliteit van hun ouder verkrijgen.

ART. 12.

Het kind, in den vreemde geboren uit een Belg die zelf in den vreemde is geboren, mag altijd de Belgische nationaliteit afwijzen, indien het de vreemde nationaliteit van rechtswege heeft verworven.

ART. 13 (2).

Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren, kan deze altijd terug-

(1) Vroeger artikel 8 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 9 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

Dit artikel luidde als volgt :

ART. 9.

« Hij, die de hoedanigheid van Belg heeft » verloren, kan deze altijd terugbekomen, » mits hij in België verblijft sedert zes » maanden, of er terugkeert met 's Konings » machtiging en mits hij, in beide gevallen, » verklaart dat hij zijn domicilie in het Rijk » wil vestigen en het daar vestigt binnen het » jaar te rekenen van deze verklaring.

» s' Konings machtiging wordt niet ver-

n'ait pas cessé de résider en Belgique ou qu'il y rentre avec l'autorisation du Roi; que, dans les deux cas, il déclare que son intention est de fixer son domicile en Belgique et qu'il l'y établisse effectivement dans l'année à compter de cette déclaration.

La femme qui a perdu la qualité de Belge par application de l'article 11, 2^o, peut toujours la recouvrer, comme il est dit ci-dessus, après la dissolution du mariage.

Les enfants qui ont perdu la qualité de Belge par application de l'article 11, 3^o, peuvent toujours la recouvrer, après l'accomplissement de leur vingt et unième année, en se conformant aux dispositions de l'article 8.

ART. 14 ⁽¹⁾.

Les enfants mineurs seront admis à faire la déclaration prévue aux articles 6, 7, 8, 9, 12 et 13 ⁽²⁾ dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement du père ou, à défaut du père, avec celui de la mère, ou, à défaut de père et de mère, avec l'autorisation des autres ascendants ou de la famille, donnée suivant les conditions prescrites pour le mariage au chapitre I^{er} du titre V du livre I^{er} du Code civil.

» de la femme qui, après la dissolution du mariage, ou des enfants qui, après l'accomplissement de leur vingt et unième année, veulent recouvrer la qualité de Belge qu'ils ont perdue aux termes des numéros 2^o et 3^o de l'article 8 ».

⁽¹⁾ Ancien article 10 du texte primitif adopté par la Chambre.

⁽²⁾ Anciens articles 3, 4, 5, 6, 8^{bis} (nouveau) et 9.

bekomen, mits hij onafgebroken in België verbleef, of er terugkeert met 's Konings machtiging en mits hij, in beide gevallen, verklaart dat hij voornemens is zijn domicilie in België te vestigen en het daar werkelijk vestigt binnen het jaar te rekenen van deze verklaring.

De vrouw, die de hoedanigheid van Belg heeft verloren bij toepassing van artikel 11, 2^o, kan deze altijd terugbekomen, zooals hierboven is gezegd, na de ontbinding des huwelijks.

De kinderen, die de hoedanigheid van Belg hebben verloren bij toepassing van artikel 11, 3^o, kunnen deze altijd terugbekomen, nadat zij den leeftijd van een en twintig jaren hebben bereikt, mits zij de bepalingen van artikel 8 naleven.

ART. 14 ⁽¹⁾.

De verklaring, bij de artikelen 6, 7, 8, 9, 12 en 13 ⁽²⁾ voorzien, mag door minderjarige kinderen worden afgelegd zoodra de leeftijd van achttien jaren is bereikt, met toestemming van den vader, of, bij ontstentenis van den vader, met die van de moeder, of, bij ontstentenis van vader en moeder, met machtiging van de andere verwanten in de opgaande lijn of van de familie; deze machtiging wordt gegeven overeenkomstig de vereischten voor het huwelijk gesteld in het 1^{ste} hoofdstuk van titel V, boek I van het Burgerlijk Wetboek.

» eischt voor de vrouw die, na de ontbinding des huwelijks, of voor de kinderen die nadat zij den een en twintigjarigen leeftijd hebben bereikt, de hoedanigheid van Belg willen terugbekomen welke zij volgens de bewoordingen der n^{os} 2 en 3 van artikel 8 hebben verloren ».

⁽¹⁾ Vroeger artikel 10 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

⁽²⁾ Vroeger artikelen 3, 4, 5, 6, 8^{bis} (nieuw) en 9.

Le consentement du père, de la mère ou des autres ascendants sera donné soit verbalement lors de la déclaration, soit par acte authentique.

Mention expresse de ce consentement ou de l'autorisation de la famille sera faite dans l'acte dressé pour constater l'option.

En cas d'indigence, l'acte de consentement pourra être reçu par l'officier de l'état civil du domicile des ascendants et, à l'étranger, par les autorités qui ont compétence pour recevoir cet acte, ainsi que par les agents diplomatiques, les consuls et les vice-consuls de la Belgique.

ART. 15 ⁽¹⁾.

Les déclarations de nationalité seront faites, soit devant l'officier de l'état civil du lieu de la résidence en Belgique, soit devant les agents diplomatiques ou consulaires de la Belgique à l'étranger. Elles pourront être faites par procuration spéciale et authentique.

Elles sont inscrites dans des registres soumis aux dispositions des articles 40 à 45 et 50 à 54 du Code civil.

ART. 16 ⁽²⁾.

Les articles 9, 10, 12, 17, 18, 19 et 20 du Code civil, ainsi que l'article premier de la loi du 16 juillet 1889, sont abrogés.

(1) Ancien article 11 du texte primitif adopté par la Chambre.

(2) Ancien article 12 du texte primitif adopté par la Chambre.

De toestemming van den vader, van de moeder of van de andere verwanten in opgaande lijn wordt gegeven hetzij mondeling, op het oogenblik der verklaring, hetzij bij authentieke akte.

Van deze toestemming of van de machtiging der familie wordt uitdrukkelijk melding gemaakt in de akte van vaststelling der keuze.

Ingeval van onvermogen, mag de akte van toestemming worden opge maakt door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats waar de verwanten in de opgaande lijn hun domicilie hebben en, in den vreemde, door de overheden die bevoegd zijn deze akte op te maken, alsmede door de diplomatieke agenten, de consuls en vice-consuls van België.

ART. 15 ⁽¹⁾.

De verklaringen van nationaliteit worden afgelegd hetzij voor den ambtenaar van den burgerlijken stand der verblijfplaats in België, hetzij voor de diplomatieke of consulaire agenten van België in den vreemde. Zij kunnen geschieden bij bijzondere en authentieke volmacht.

Zij worden opgenomen in registers, waarop de bepalingen der artikelen 40 tot 45 en 50 tot 54 van het Burgerlijk Wetboek van toepassing zijn.

ART. 16 ⁽²⁾.

De artikelen 9, 10, 12, 17, 18, 19 en 20 van het Burgerlijk Wetboek en artikel 1 der wet van 16 Juli 1889 vervallen.

(1) Vroeger artikel 11 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

(2) Vroeger artikel 12 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

Dispositions transitoires.**ART. 17.**

Sont Belges ceux qui, nés en Belgique d'un père né lui-même dans le Royaume et y domiciliés depuis dix ans au moment de la publication de la présente loi, ont omis de faire la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil, à moins que, dans un délai de deux ans à partir de cette publication, ils ne déclarent leur intention de conserver la nationalité étrangère.

ART. 18 ⁽¹⁾.

Les individus nés en Belgique, qui auraient omis de faire la déclaration prévue à l'ancien article 9 du Code civil, pourront, dans un délai de deux ans à partir de la publication de la présente loi, acquérir la qualité de Belge, moyennant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 8 ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Ancien article 13 du texte primitif adopté par la Chambre.

⁽²⁾ Ancien article 5 du texte primitif adopté par la Chambre.

Overgangsbepalingen.**ART. 17.**

Zijn Belg zij die, in België geboren uit een vader die zelf in het Rijk is geboren en er hunne woonplaats hebbende sedert tien jaren op het oogenblik der afkondiging van deze wet, hebben verzuimd de verklaring af te leggen, voorzien bij artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek, ten ware, binnen een tijdsverloop van twee jaren, le rekenen van deze afkondiging, zij hun voornemen te kennen geven de vreemde nationaliteit te behouden.

ART. 18 ⁽¹⁾.

De in België geboren personen, die mochten verzuimd hebben de verklaringen af te leggen, bij het vroeger artikel 9 van het Burgerlijk Wetboek voorzien, kunnen binnen een tijdsverloop van twee jaren, te rekenen van de afkondiging dezer wet, de hoedanigheid van Belg verwerven mits zij de bij artikel 8 ⁽²⁾ voorgeschreven formaliteiten in acht nemen.

⁽¹⁾ Vroeger artikel 13 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.

⁽²⁾ Vroeger artikel 5 van den oorspronkelijken tekst door de Kamer aangenomen.